
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

*Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif*

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 – 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.
2. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats; fournir leurs mandats, les objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.
3. Liste des comités ministériels permanents du MCE, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.
4. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 23 avril 2014.
5. Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 23 avril 2014.
6. Liste des CT réception du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014, en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.
7. Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 23 avril 2014, incluant les montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.
8. Montants déboursés, par mois, depuis le 23 avril 2014, pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs; préciser le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.
9. Personnel affecté au MCE et à ses secrétariats, depuis le 23 avril 2014, incluant la date d'affectation; préciser leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.
10. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 23 avril 2014.
11. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires qui ont été ou qui sont sans affectation depuis le 23 avril 2014, avec, pour chacun :
12. Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 23 avril 2014.
13. Depuis le 23 avril 2014, évolution de l'effectif de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme, membre de direction.
14. Depuis le 23 avril 2014, nombre de nominations ou de renouvellements de contrat pour les postes de sous-ministre, de sous-ministre associé, de sous-ministre adjoint, de dirigeant d'organisme, de membre de direction.
15. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.
16. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées aux crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 23 avril 2014 :
17. Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 23 avril 2014.
18. Depuis le 23 avril 2014, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par le premier ministre.
19. La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens, et ce, depuis le 23 avril 2014. Pour chacune de ces rencontres, la date, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.
20. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2015-2016, qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.

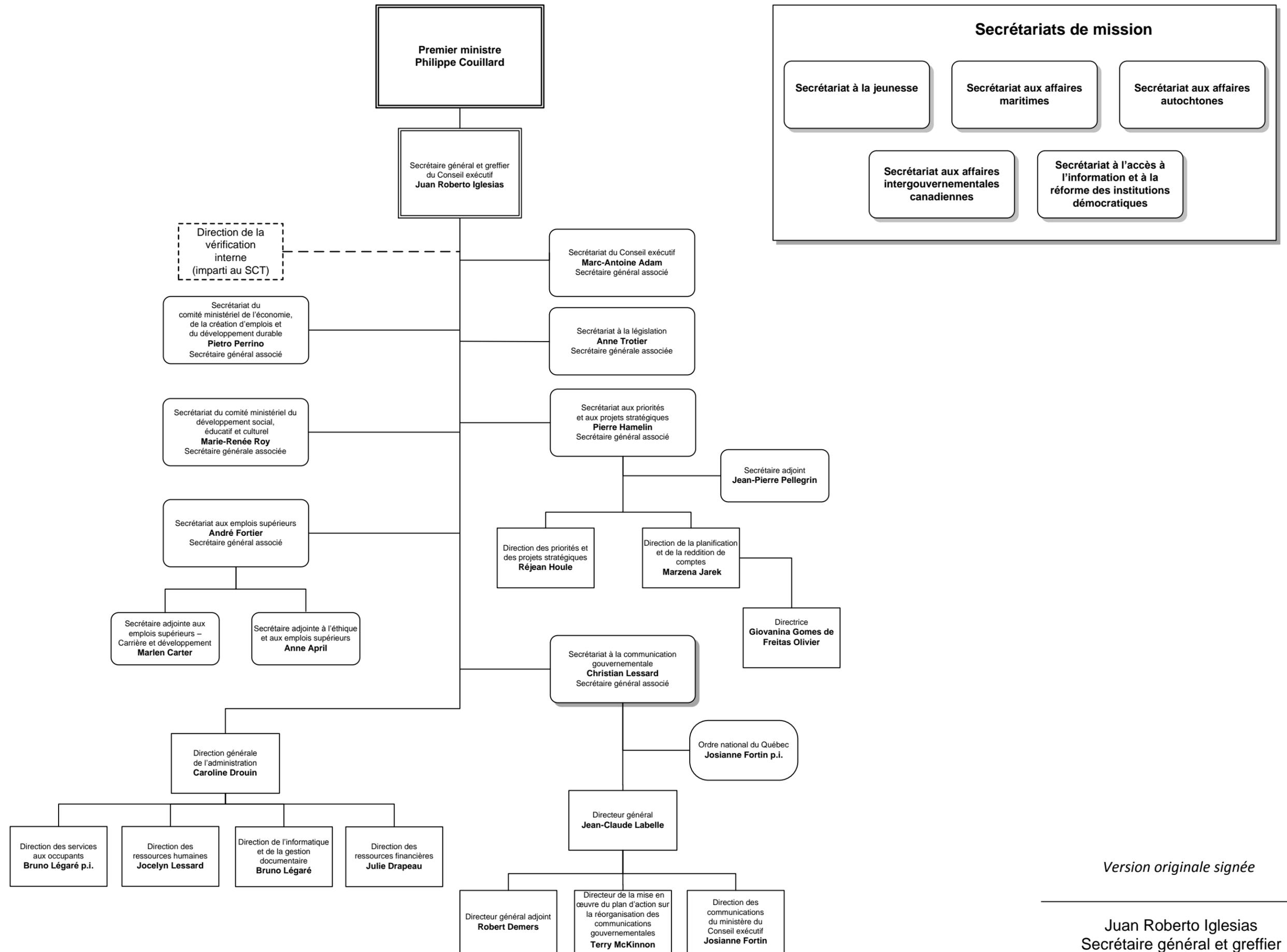
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

21. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.
22. Copie de toute nouvelle directive formulée à l'attention des directions de communication ministérielles.
23. État d'avancement, montants alloués dans le budget 2016-2017 et ventilation des sommes allouées à la stratégie maritime.
24. Montants alloués en 2015-2016 pour les éléments déjà existants de la stratégie maritime, ainsi que les prévisions des montants en 2016-2017 pour ces mêmes éléments.
25. Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
26. État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et de la mise en place des recommandations.
27. Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.
28. Copie de toute correspondance adressée au premier ministre du Canada et/ou aux premiers ministres des autres provinces.
29. État de situation de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre.
30. Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.
31. État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé le ou vers le 18 novembre 2014. Indiquer :
32. État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable. Indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre.
33. Portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.

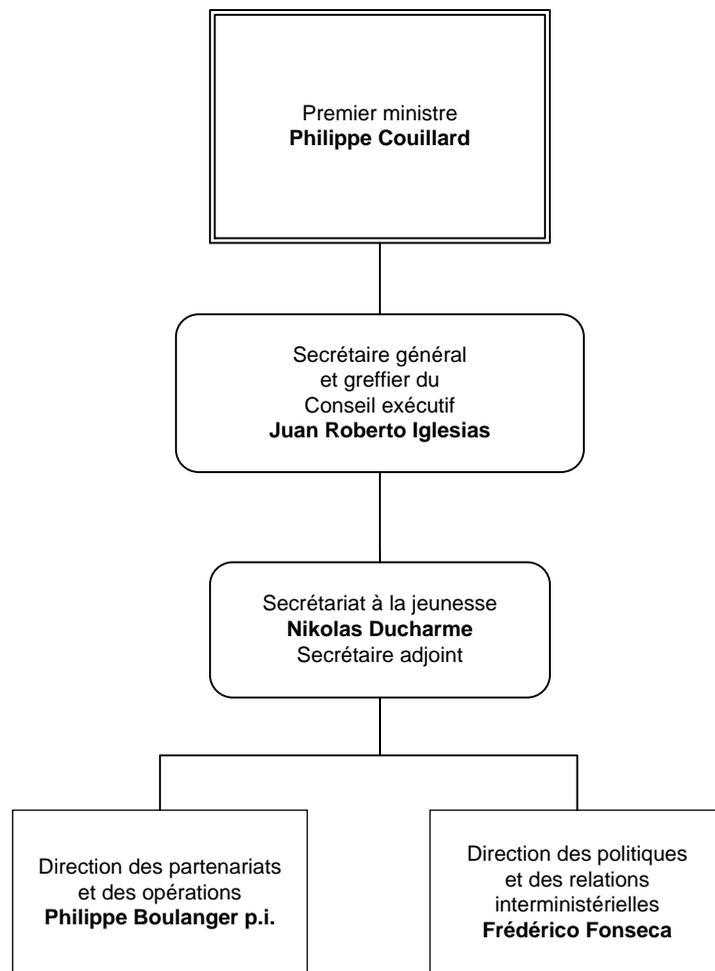
L'organigramme se trouve à la page suivante.



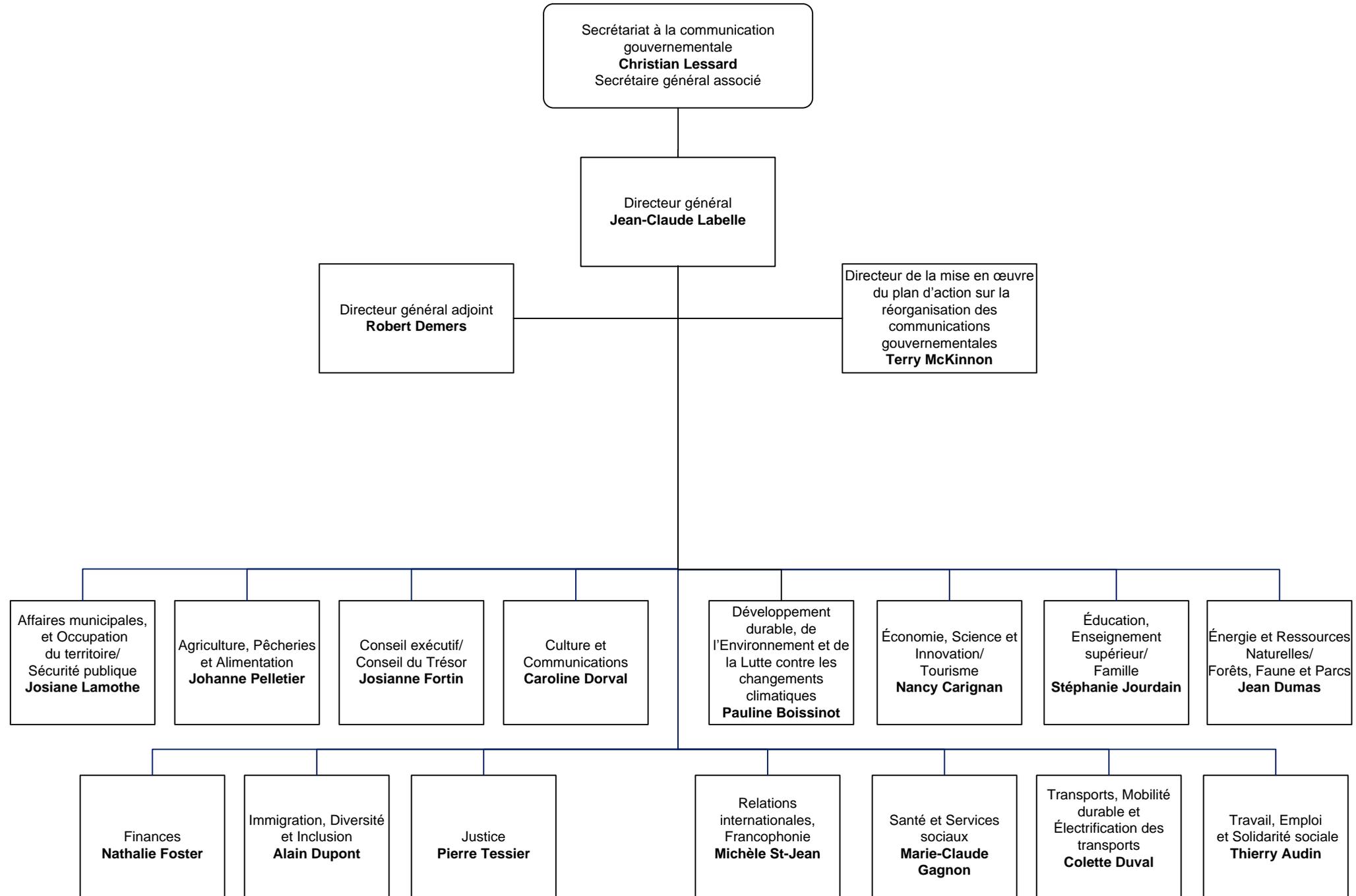
Version originale signée

Juan Roberto Iglesias
Secrétaire général et greffier
2016-03-31

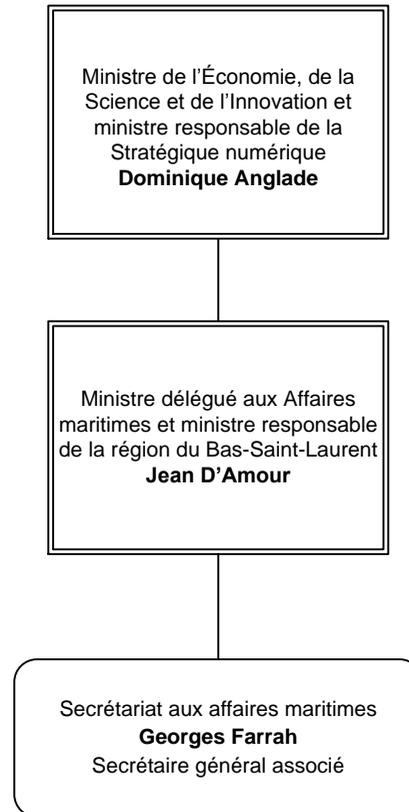
Secrétariat à la jeunesse



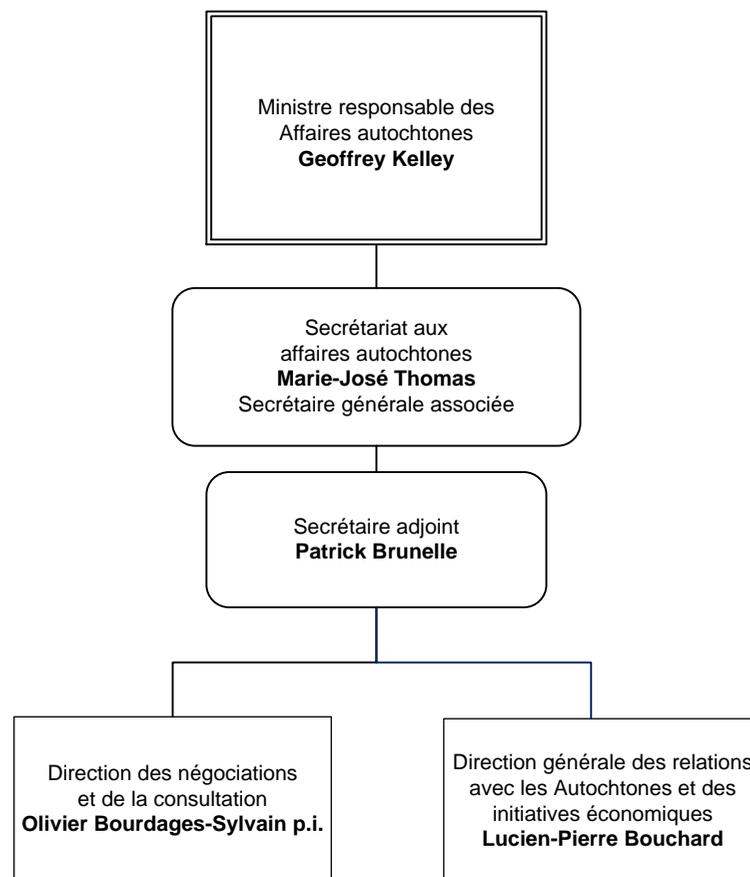
Secrétariat à la communication gouvernementale



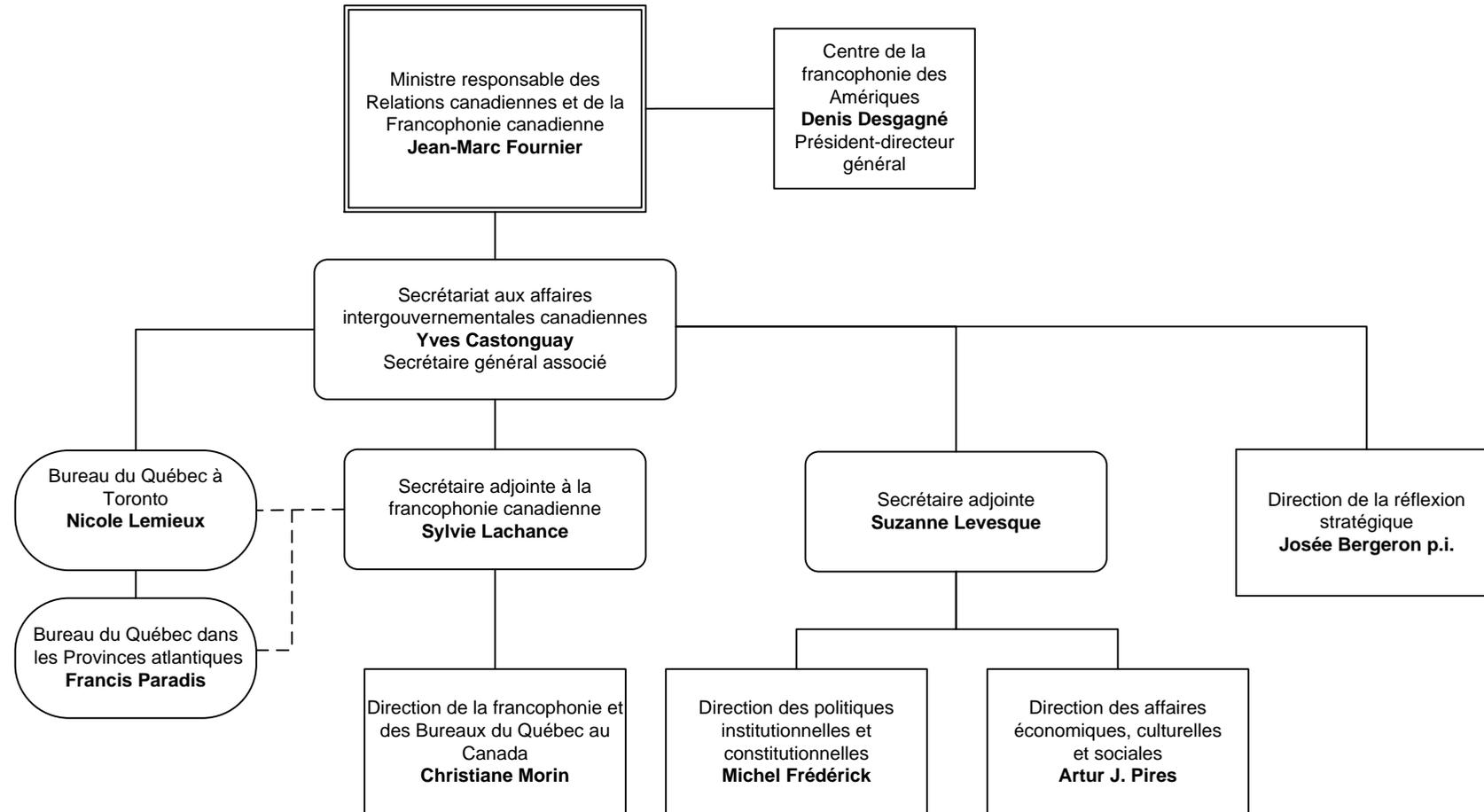
Secrétariat aux affaires maritimes

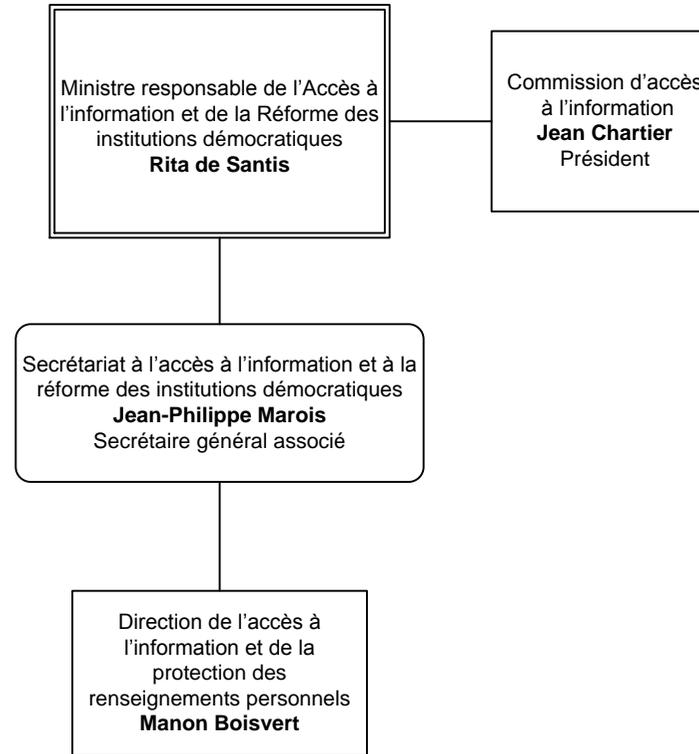


Secrétariat aux affaires autochtones



Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes





**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

2. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats; fournir leurs mandats, les objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 43 des renseignements généraux.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

3. Liste des comités ministériels permanents du MCE, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats obtenus.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 43 des renseignements généraux.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

4. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 23 avril 2014.

Aucune nouvelle directive n'a été émise par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 23 avril 2014.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

5. Salaires, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 23 avril 2014.

1 ^{er} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	SALAIRE TOTAL VERSÉ (\$)	BONI TOTAL VERSÉ (\$)
	6 924 143	-

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

6. Liste des CT réception du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014, en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.

Réponse : aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

7. Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 23 avril 2014, incluant les montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 7 des renseignements généraux.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

8. Montants déboursés, par mois, depuis le 23 avril 2014, pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs; préciser le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.

La réponse à cette question est incluse à la question 3 des renseignements généraux.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

9. Personnel affecté au MCE et à ses secrétariats depuis le 23 avril 2014, incluant la date d'affectation; préciser leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.

PROGRAMME 2 - SERVICE DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF			
DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016			
	FONCTIONNAIRES	PROFESSIONNELS	CADRES
Nombre de mouvements	13	26	3
Lieu de travail	Québec	Québec et Montréal et autres	Québec et Montréal
Salaire (\$)	32 709 à 50 662	40 241 à 76 293	84 476 à 115 244

Note : échelles de traitement au 31 mars 2015.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

10. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 23 avril 2014.

Du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

NOM, PRÉNOM	TITRE DU POSTE	ALLOCATION TOTALE VERSÉE (\$)	MONTANT ÉQUIVALENT AU PRÉAVIS PAYÉ (\$)
Arteau, Jean-François	Titulaire hors structure affecté auprès du secrétaire général associé chargé du Secrétariat aux affaires autochtones du ministère du Conseil exécutif	81 968	35 029
Girard, Nicolas	Membre du conseil d'administration et président-directeur général à l'Agence métropolitaine de transport	103 120	48 187
Létourneau, Michel	Secrétaire général associé chargé du Secrétariat aux affaires autochtones du ministère du Conseil exécutif	97 321	41 709
Tremblay, Sylvie *	Titulaire hors structure en prêt de services auprès du président-directeur général par intérim de l'Agence de la santé et des services sociaux de Laval	44 038	16 321 *

* Note : Quelques semaines à la suite de sa résiliation, madame Tremblay a réintégré son emploi antérieur dans le secteur de la santé et des services sociaux. Conformément aux conditions de travail, l'allocation qui aurait pu être versée a été réduite d'un montant équivalant à la rémunération qu'elle reçoit. Son salaire étant moindre dans le secteur de la santé, elle peut conserver le montant correspondant à l'excédent de son traitement de titulaire d'un emploi supérieur.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 11. Liste des cadres et des hauts fonctionnaires qui ont été ou qui sont sans affectation depuis le 23 avril 2014, avec, pour chacun :**
- a. la durée;**
 - b. le salaire total versé;**
 - c. la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.**

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 23 avril 2014.

Le nombre de hauts fonctionnaires (titulaires d'un emploi supérieur à temps plein) est passé de 730 (au 31 mars 2015) à 753 (au 29 février 2016), soit une augmentation de 23 titulaires représentant une hausse de 3,2 %.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Depuis le 23 avril 2014, évolution de l'effectif de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjoint, dirigeant d'organisme, membre de direction.

29 FÉVRIER 2016		
MINISTÈRES	NOMBRE	MASSE SALARIALE (\$)
Sous-ministre	26	5 340 777
Sous-ministre associé ou adjoint	110	18 592 168
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	15	2 261 328
SOUS TOTAL	151	26 194 273
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES (nomination ou fixation de la rémunération d'un dirigeant ou membre par décret, selon l'acte constitutif de l'organisme)		
	NOMBRE	MASSE SALARIALE (\$)
Présidents	141	26 998 230
Vice-présidents	86	13 247 744
Membres et secrétaires	375	49 759 595
SOUS TOTAL	602	90 005 569
TOTAL	753	116 199 842

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. Depuis le 23 avril 2014, nombre de nominations ou de renouvellements de contrat pour les postes de sous-ministre, de sous-ministre associé, de sous-ministre adjoint, de dirigeant d'organisme, de membre de direction.

MINISTÈRES	DU 1er AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
Sous-ministres	4
Sous-ministres associés ou adjoints	29
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	2
SOUS TOTAL	35
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES	
Présidents	64
Vice-présidents	33
Membres et secrétaires	79
SOUS TOTAL	176
TOTAL	211

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

15. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.

SECRÉTARIAT À LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE	
Asselin, Linda	Guérard, Émilie
Belzile, Karine	Labelle, Jean-Claude
Bernard, Marie-Claude	Lachance, Patrick
Blais, André	Laroche, Sophie
Bois, Olivier	Lepage, Manon
Castro, Chantal-Sophie	Lesperance, Andréane
Cauchon, Anne-Sophie	Lessard, Christian
Couture, Édith	Parent, Patrick
Deblois, Audrey	Payeur, Chantal
DesChesnes, Johanne	Périgord-Bisson, Myriam
Dubuc, Marie-Line	Perron, Denis
Dumont, Laurie	Picard, Christian
Durocher, Anne-Marie	Pichette, Geneviève
Fortier, Jacob	Sauvé, Marie-Pier
Fortin, Josianne	Septembre, Patrick
Fraser, Caroline	Tessier, Guillaume
Gagnon, Julie	Thibaudeau, Jérôme
Gagnon, Samuel	Tremblay, Josée
Gaumont, Julien	Tremblay, Pascal
Giguère, Nathalie	Vézina, Justine
Gosselin, Jérôme	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

16. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 23 avril 2014 :

- objet;
- coût;
- clientèle visée;
- moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée);
- nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne;
- firme responsable du placement média;
- et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image du premier ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?

Le Secrétariat à la communication gouvernementale du ministère du Conseil exécutif ne réalise pas de campagnes publicitaires à même les crédits qui lui sont dévolus. Les crédits alloués à la provision du ministère du Conseil exécutif (programme 2; élément 6) sont transférés aux ministères et aux organismes qui en font la demande en vue de soutenir la réalisation de projets prioritaires de communication gouvernementale, notamment des campagnes publicitaires.

En 2015-2016, les crédits de la provision du ministère du Conseil exécutif ont été transférés dans les portefeuilles des ministères et des organismes selon la répartition suivante :

MINISTÈRE / ORGANISMES	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016 (\$)
Ministère de l'Économie, des Sciences et de l'Innovation	10 000
Ministère de la Famille	560 000
Ministère de la Santé et des Services sociaux	325 000
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire	92 763
Ministère des Finances	1 337 919
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	143 171
Ministère du Conseil exécutif (Direction des communications)	1 178 250
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	20 000
TOTAL	3 667 103

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 23 avril 2014.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. Depuis le 23 avril 2014, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par le premier ministre.

Réponse : aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

19. La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens, et ce, depuis le 23 avril 2014. Pour chacune de ces rencontres, la date, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.

Cette réponse sera transmise par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

20. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2015-2016, qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Réponse : aucun

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

21. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

22. Copie de toute nouvelle directive formulée à l'attention des directions de communication ministérielles.

Réponse: aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

23. État d'avancement, montants alloués dans le budget 2016-2017 et ventilation des sommes allouées à la stratégie maritime.

Cette réponse sera transmise par le Secrétariat aux affaires maritimes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

24. Montants alloués en 2015-2016 pour les éléments déjà existants de la stratégie maritime, ainsi que les prévisions des montants en 2016-2017 pour ces mêmes éléments.

Cette réponse sera transmise par le Secrétariat aux affaires maritimes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

25. Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

Le ministère de la Justice répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

26. État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et de la mise en place des recommandations.

Le ministère de la Justice répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

27. Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.

Le ministère de la Justice répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

28. Copie de toute correspondance adressée au premier ministre du Canada et/ou aux premiers ministres des autres provinces.

Cette réponse sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

29. État de situation de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

30. Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

31. État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé le ou vers le 18 novembre 2014. Indiquer :

- a. Les sommes allouées au fonctionnement de ce comité et aux initiatives qui en ont découlé;**
- b. Le nombre de rencontres tenues depuis sa création, avec les dates;**
- c. Le nom des membres du comité.**

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

32. État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable. Indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre.

Le ministère de la Sécurité publique répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

33. Portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.

Le ministère de la Sécurité publique répondra à cette question dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.